

Si le gouvernement ne met pas de l'ordre dans ses affaires, s'il ne cherche pas rapidement à régler le problème que connaît aujourd'hui le monde des affaires—je vois rire nos deux hommes d'affaires d'en face—s'il ne s'attaque pas rapidement au problème, il sera trop tard pour porter secours à l'entreprise canadienne.

Vous rendez-vous compte que des gens comme vous, qui ont le sens des responsabilités, ou qui devraient l'avoir, sont actuellement . . .

M. l'Orateur adjoint: A l'ordre. Le député veut-il s'adresser à la présidence?

M. Domm: Monsieur l'Orateur, les députés de l'autre côté qui sont en principe des gens dignes de confiance et sincères, se rendent-ils compte que le gouvernement ne peut pas continuer à dépenser pratiquement la moitié de chaque dollar alors que les États-Unis en dépensent seulement 23c. Nous ne sommes pas assez riches pour faire vivre un tel parasite. Le gouvernement doit se serrer la ceinture. Le gouvernement doit soulager la petite entreprise du fardeau de la paperasse administrative. Il doit réduire ses dépenses de 60 milliards à un niveau raisonnable. Le gouvernement doit donner l'exemple au monde des affaires, un exemple que celui-ci pourra admirer et non dénigrer.

● (2150)

Tant que le gouvernement sera autorisé à dépenser 25 ou 30 p. 100 de plus qu'il perçoit chaque année, il subira le sort du monde des affaires et se verra acculé à la faillite. Nous perdrons alors tout. C'est précisément la façon dont il se comporte actuellement. Nous sommes acculés à la faillite. Le gouvernement refuse d'envisager la réalité, il refuse de s'attaquer aux problèmes du monde des affaires, il refuse de mettre un capital d'exploitation à la disposition de la petite entreprise pour lui permettre de consolider ses dettes. Je prétends que 18 p. 100 ne suffira pas. Le programme n'assurera pas la survie du monde des affaires. Le gouvernement n'en tient pas compte. Le gouvernement offre un programme qui est avantageux seulement pour les grandes institutions bancaires.

Il est indispensable, à notre époque, que les Canadiens apprennent à être conservateurs. Il faut qu'ils apprennent à dépenser moins. Quand je dis les Canadiens, je veux dire le gouvernement. Il faut que le gouvernement commence à vivre avec ses moyens s'il veut que la Chambre étudie sérieusement les textes de loi quels qu'ils soient, et ce d'autant plus lorsqu'il s'agit, comme ici, d'un texte qui concerne les difficultés que connaissent les chefs d'entreprises. Cela étant, moyennant quelques réductions proposées par le gouvernement—réductions qui n'apparaissent pas dans le budget «mini-mouse», nous pourrions peut-être ralentir la marche du train. Mais il faut que les chefs d'entreprises continuent à alimenter la locomotive. Nous devons renflouer ces 50 p. 100 de la population active que les chefs d'entreprises représentent. Ce n'est pas en les étouffant sous la paperasserie et les projets de loi comme celui-là que nous leur serons d'un secours quelconque.

Nous connaissons la situation désastreuse des postes. Nous savons comment le gouvernement fait fonctionner les choses quand il s'en mêle. Nous disons ceci: que le gouvernement intervienne moins, qu'on donne plus de responsabilité aux entreprises, qu'elles aient moins de comptes à rendre au gou-

vernement et alors notre déficit diminuera, la situation de nos entreprises s'améliorera et enfin le gouvernement retrouvera la considération qui lui fait tant défaut.

Les députés d'en face devraient penser un peu plus comme des hommes d'affaires. Nous ne devrions pas rire constamment des petites entreprises. Lorsque nous faisons cela, nous nous discréditons. Nous ne devons pas non plus minimiser l'importance de l'aide dont elles ont besoin et nous devons leur offrir autre chose que de belles paroles. Il importe de mettre fin à l'intrusion du gouvernement dans l'économie. Nous devons réduire la bureaucratie qui sape l'énergie du monde des affaires. Il faut adopter une ou des lois qui s'attaquent ouvertement au problème au lieu de nous contenter d'un bill au titre ronflant qui offre, croit-on, une planche de salut aux hommes d'affaires alors qu'en réalité, il n'en est rien.

Le chef de petite entreprise qui fait faillite aujourd'hui n'en est pas là parce qu'il ne peut emprunter \$100,000, mais bien parce qu'il ne peut même pas en emprunter \$5,000. Il n'a pas assez de revenus pour payer ses employés. Il ne peut pas faire ses versements au CIP, au gouvernement. Il est incapable de payer son conjoint, ce qui fait que la déduction que le gouvernement propose d'accorder à de nombreux chefs de petites entreprises canadiennes pour le salaire versé à leurs épouses ne signifie plus rien. Cet homme ne paie pas d'impôts, il ne rapporte rien au gouvernement. Par conséquent, ce dernier n'a pas assez d'argent pour fonctionner efficacement. Réduisons les dépenses du gouvernement. Nous devons cesser de faire l'aumône comme les députés qui siègent à ma gauche essaient de nous y forcer.

Nous devons cesser de croire que chaque fois que se présente un besoin dans le pays, c'est au gouvernement qu'il incombe de payer la note. Chaque fois que cela arrive, c'est la petite entreprise qui en fait les frais. Chaque fois qu'on cède à un groupe de pression, chaque fois qu'on fait une promesse électorale—et les députés d'en face font des promesses électorales qui coûteront cher—le monde des affaires est écrasé un peu plus sous le poids des dépenses excessives qui excèdent de beaucoup les revenus.

Tâchons de remettre le pays sur pied. Essayons de faire tout notre possible pour donner le bon exemple au monde canadien des affaires. Considérons juste un instant la possibilité de ne plus harasser la petite entreprise. Songeons rien qu'un instant à toute l'économie que réaliserait un petit exploitant employant deux ou trois personnes s'il n'avait pas à passer 30, 40 ou 50 p. 100 de son temps à remplir des formulaires afin de convaincre les bureaucrates que le système que nous avons institué ici avec notre savoir juridique est le meilleur pour le petit exploitant. En réalité, le principal problème que nous connaissions aujourd'hui, et cela intéresse autant les syndicats, la petite entreprise que les gouvernements, c'est celui de la productivité, d'une productivité insuffisante. Nous ne pourrions accroître la productivité dans la petite entreprise si nous ne cessons pas de tracasser le petit exploitant, si nous ne nous engageons pas à réduire les formalités administratives, et si nous n'instituons pas maintenant des méthodes de travail au sein des ministères actuels, je ne parle pas d'un nouveau ministère doté d'un personnel de 125 personnes pour l'administrer, des méthodes de travail, disais-je, au sein des ministères existants formé par les gens siégeant aujourd'hui au premier